



COMITÉ DES
RESPONSABLES DE LA
VÉRIFICATION
INTERNE

□ R A P P O R T □ A N N U E L
de gestion

20032003-20042004

1^{er} avril 2003
au 31 mars 2004

■ **TABLE** des matières

■ MESSAGE DU PRÉSIDENT	5
■ DÉCLARATION DU PRÉSIDENT	7
■ RAPPORT DE VALIDATION	9
■ ORGANISATION, MISSION ET VALEURS DU CRVI	10
■ FONCTIONNEMENT	11
Le conseil d'administration	11
Les assemblées plénières et l'assemblée générale annuelle	11
Le secrétariat	12
■ RÉALISATIONS DU CRVI	13
■ AUTRES ACTIVITÉS DESTINÉES À SOUTENIR L'ENSEMBLE DE LA PLANIFICATION ANNUELLE DU CRVI	20
■ ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2004	25
ANNEXE A – Organisations membres du CRVI au 31 mars 2004	33
ANNEXE B – Nombre de personnes œuvrant en vérification interne au 31 mars 2004	35



MESSAGE

du président

Le 10 mai 2004, suite au départ de monsieur Marc Laurin, j'ai accepté avec plaisir d'agir à titre de président par intérim du Comité des responsables de la vérification interne (CRVI) et ce, jusqu'à l'assemblée générale annuelle, tenue le 8 juin 2004. À cette date, j'ai été nommé président.

La publication de notre rapport annuel de gestion 2003-2004 est pour moi une première occasion de vous livrer ma réflexion sur l'année qui vient de s'écouler et de partager mon optimisme en ce qui concerne l'avenir de notre profession.

Le 10 juin 2003, monsieur Marc Laurin succédait à monsieur Paul-Henri Matte à la présidence du conseil d'administration du CRVI. Conscient que son prédécesseur avait placé la barre très haute, monsieur Laurin a su insuffler à son tour au CRVI un dynamisme et une notoriété remarquables au sein de l'administration publique québécoise.

Tout d'abord, le plan stratégique triennal 2003-2006 du CRVI et de ses membres a été élaboré et transmis aux organismes centraux, aux ministères et aux organismes afin de donner à notre profession toute la visibilité voulue et démontrer notre engagement dans l'accomplissement du mandat qui nous est dévolu. Fruit d'une réflexion profonde et de consultations auprès de nos membres, ce plan est l'épine dorsale de ce que nous entendons réaliser au cours des trois prochaines années pour accomplir notre mission. De plus, un plan d'action et de communication 2003-2004 a été mis en œuvre. Après un an d'activités, je constate que le CRVI s'est, une fois de plus, surpassé en termes de résultats qualitatifs et quantitatifs. Je retiens plus particulièrement les événements suivants.

- Tout au long de l'année, la troisième édition des Grands Prix du CRVI, conjuguée à un colloque, a fait l'objet de plusieurs rencontres de la part des organisateurs qui ont travaillé ardemment à la préparation d'un événement de haut calibre. Au moment d'écrire ces lignes, nous savons déjà que ce colloque sur le thème de la performance et les Grands Prix du CRVI ont été un succès à tous les points de vue.
- Plusieurs dossiers ont mobilisé nos troupes. La gestion des risques a été un dossier majeur. Des conférences et des tables rondes ont été organisées. Le réseautage entre les membres a été favorisé. Ces activités ont attiré de nombreux participants et permis de répondre aux questionnements de nos membres sur ce sujet d'une grande actualité.
- Par ailleurs, dans une perspective de soutien à la relève, un programme de bourse pour les étudiants de premier et deuxième cycles a été mis sur pied en partenariat avec l'Institut des vérificateurs internes - section de Québec.
- Un comité de travail sur les normes pour la pratique professionnelle de la vérification interne a été formé en vue d'élaborer un programme d'assurance et d'amélioration de la qualité. Les travaux amorcés ont permis de soumettre un projet de plan d'action visant à élaborer et diffuser un guide d'autoévaluation sur le respect des normes professionnelles et de proposer, à cet égard, une stratégie d'évaluation externe.

- Des sujets d'intérêt pour ses lecteurs ont été publiés dans notre bulletin de liaison PARTENAIRES. C'est un outil de communication par excellence et on y retrouve une mine d'information fort pertinente à l'exercice de notre profession.

L'avenir s'annonce prometteur. En effet, la publication récente du *Plan de modernisation 2004-2007*, par la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, fait une place particulière à la vérification interne. Le CRVI endosse pleinement les propos de madame Monique Jérôme-Forget relativement à l'importance que doit avoir la fonction *vérification interne* au sein de l'État québécois et, en ce sens, nous annonçons déjà que nous agissons en véritable partenaire avec les différentes instances gouvernementales en vue d'atteindre les objectifs fixés dans ce domaine. Forts de cet appui, nous devons dès maintenant répondre aux attentes en vue de renforcer les activités de vérification interne dans nos organisations respectives.

Ce rapport annuel de gestion 2003-2004 témoigne des réalisations que nous avons à notre actif. Je remercie tous ceux et celles qui se sont dévoués afin d'atteindre les objectifs fixés en début d'année ainsi que tous nos partenaires.



Benoit Poulin, président

Comité des responsables de la vérification interne

■ DÉCLARATION du président

Les informations contenues dans le présent rapport annuel de gestion relèvent de ma responsabilité et de celle des membres du conseil d'administration. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du rapport annuel de gestion 2003-2004 du Comité des responsables de la vérification interne (CRVI) :

- décrivent fidèlement la mission, les mandats, les valeurs et les orientations stratégiques du CRVI;
- présentent les objectifs, les cibles à atteindre et les résultats;
- présentent des données exactes et fiables.

Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et qu'elles correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2004.

Le président du Comité des responsables de la vérification interne,



Benoit Poulin

Québec, 29 juin 2004

RAPPORT

de validation


Monsieur le Président,

Nous avons procédé à l'examen des informations et des données présentées dans le rapport annuel de gestion du Comité des responsables de la vérification interne (CRVI) pour l'exercice terminé au 31 mars 2004, à l'exception des états financiers présentés à la page 25 qui ont été vérifiés par une firme de comptables agréés. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de ces données incombe au conseil d'administration.

Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence générale de l'information, en nous basant sur le travail que nous avons réalisé au cours de notre examen. Ce rapport n'est pas une vérification.

Notre examen a été effectué conformément aux normes de l'Institut des vérificateurs internes. Les travaux ont consisté à une prise de renseignements, à des procédés analytiques, à l'appréciation du fonctionnement des mécanismes de compilation, à l'obtention de pièces justificatives et à des discussions sur les informations fournies.

Au terme de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que l'information contenue dans le rapport annuel de gestion n'est pas, à tous égards importants, plausible et cohérente.



Jacques Dubois, FCGA

*Directeur corporatif
Vérification interne
Loto-Québec*

Québec, le 14 juin 2004

■ ORGANISATION, MISSION ET VALEURS du CRVI

Le Comité des responsables de la vérification interne (CRVI) a été institué par le Conseil du trésor, en avril 1989 (C. T. 170412). Il regroupe des responsables de la vérification interne des ministères et des organismes assujettis à la *Directive concernant la vérification interne* (C. T. 198346 du 28 mai 2002).

La mission du CRVI:

- favoriser le développement de l'expertise et de la compétence des vérificateurs internes dans l'exercice de leur profession;
- agir comme promoteur et comme conseiller en matière d'instauration, d'orientation et d'évolution de la vérification interne dans le secteur public;
- contribuer au rayonnement de la vérification interne;
- fournir aux organismes centraux, sur demande ou de sa propre initiative, des avis sur des sujets qui relèvent de son champ de compétence.

Pour encadrer son action, le CRVI s'est donné un ensemble de valeurs :

- le partage des expériences : une force d'action;
- l'entraide : une équipe unie et mobilisée;
- la compétence du personnel : un gage de réussite.

FONCTIONNEMENT

Le CRVI est représenté par un conseil d'administration. Les membres se réunissent en assemblée plénière habituellement quatre fois annuellement. Le CRVI peut compter sur les services permanents d'un secrétariat.

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration s'est réuni sept fois au cours de l'exercice. Au 31 mars 2004, le conseil d'administration était composé de :

M. Marc Laurin, président

Directeur de la vérification interne au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs

M. Benoît Poulin, vice-président

Directeur de l'audit et de l'évaluation Sûreté du Québec

M. Paul-Henri Matte, président sortant

Directeur de l'audit interne Régie des rentes du Québec

M. Benoît Boivin, administrateur

Directeur de la vérification et des enquêtes Société de l'assurance automobile du Québec

M. Michel Lambert, administrateur

Responsable de la vérification interne Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

M. Jacques Ouimet, administrateur

Directeur de la vérification interne Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche

M. Serge Vaillancourt, administrateur

Chef Administration développement et juricomptabilité Vérification générale - Hydro-Québec

M^{me} Mishèle Bérubé, membre d'office

Directrice du Comité des responsables de la vérification interne

Au cours de la période visée par ce rapport, M. Jacques Dumas, directeur de la vérification interne à la Commission des normes du travail a également participé aux travaux du conseil d'administration.

Les assemblées plénières et l'assemblée générale annuelle

Les responsables de la vérification interne et leurs adjoints, le cas échéant, se sont réunis à trois reprises en assemblée plénière dont l'une s'est déroulée à Montréal.

Chacune de ces réunions plénières a servi de tribune. Voici les sujets abordés :

- la gouverne et l'audit des ressources informationnelles;
- la protection des renseignements personnels;
- la réingénierie de l'État;
- la politique de gestion intégrée des risques et les politiques d'investissement.

De plus, les responsables de la vérification interne se sont montrés généreux en présentant, à leurs pairs, des dossiers que leur unité a traités.

Le 10 juin 2003, se tenait l'assemblée générale annuelle où M. Michel Lambert et M. Serge Vaillancourt furent nommés membres du conseil d'administration.



Le secrétariat

Le Secrétariat est responsable de la gestion et de la mise en œuvre des projets du CRVI. Il a notamment pour rôle :

- d'apporter aux membres du CRVI l'assistance nécessaire à l'atteinte des objectifs qu'ils se sont donnés;
- d'exécuter les mandats et les travaux déterminés par le conseil d'administration ou par les membres;
- d'apporter le soutien administratif nécessaire à la réalisation des activités du CRVI;
- d'offrir les services que requièrent les membres pour certains besoins collectifs et individuels;
- d'effectuer les travaux de recherche et d'analyse exigés par le conseil d'administration ou les membres.

Au 31 mars 2004, le secrétariat du CRVI se composait de :

M^{me} Mishèle Bérubé, directrice

M. Marc Bégin, directeur adjoint

M^{me} Céline Michaud, adjointe administrative

Nous remercions M^{me} Andréanne Hamel, adjointe administrative, qui a apporté un soutien exceptionnel au cours de l'exercice.

RÉALISATIONS

du CRVI

Ce chapitre présente les réalisations du CRVI selon le plan d'action et de communication 2003-2004 reliées aux objectifs de la planification stratégique triennale.

ENJEU 1 PÉRENNITÉ ET DÉVELOPPEMENT DE LA FONCTION VÉRIFICATION INTERNE

Objectif 2003-2006 Proposer les services du CRVI auprès des organismes centraux dans les domaines liés à son champ de compétence et répondre à la demande de service, le cas échéant.

Objectifs opérationnels 2003-2004

A Faire une proposition globale de service au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) en lien avec nos champs de compétence : gestion des risques, reddition de comptes, optimisation des ressources, etc.

Le 17 octobre 2003, le président, M. Marc Laurin, accompagné de M. Benoît Boivin, administrateur et M^{me} Mishèle Bérubé, la directrice du CRVI, ont rencontré M. Luc Meunier, secrétaire du Conseil du trésor, afin de présenter, d'une part, les services que peuvent offrir le Comité des responsables de la vérification interne dans son champ de compétence et, d'autre part, de mieux connaître les attentes du SCT vis-à-vis les activités du CRVI.

Par la suite, une lettre fut acheminée à M. Meunier reprenant l'essentiel de la rencontre.

Au cours de l'année, le président du CRVI a eu l'occasion de discuter avec M. Gilles Paquin, secrétaire associé au Sous-secretariat aux Politiques budgétaires et aux programmes au SCT, sur la fonction *vérification interne* et sur son apport à l'Administration gouvernementale dans le cadre de la modernisation de l'État.

B Suivre les activités spécifiques du SCT et leur proposer les services du CRVI pour soutenir la gouvernance. Donner suite aux propositions acceptées par le SCT.

Le CRVI a participé à une table de travail coordonnée par le SCT pour élaborer un guide de bonnes pratiques « Le contrôle au service de la gestion ». Les membres ont été consultés au cours du processus.

Le CRVI a aussi participé à l'élaboration d'un guide portant sur « Les risques et les contrôles dans la gestion des contrats » coordonné par le SCT. Ce document a aussi fait l'objet d'une consultation auprès des membres. M. Claude Gauthier représentait le CRVI sur cette table de travail.

Au cours de l'année, deux membres du conseil d'administration, M. Marc Laurin et, par la suite, M. Michel Lambert ont participé aux travaux du Comité d'orientations stratégiques de la sécurité (COSS). Le COSS est un comité de travail du SCT se préoccupant de sécurité informatique. Ces contacts auront notamment permis d'organiser les présentations du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) pour le *Modèle de pratiques de protection des renseignements personnels* (PRP) dans le développement des systèmes. Entre autres, des suggestions

ont été faites dans le cadre de l'élaboration d'activités de formation dans ce domaine. Parmi les autres dossiers abordés il faut noter :

- la cybercriminalité;
- le bilan gouvernemental de sécurité;
- la vérification du Vérificateur général du Québec;
- le *Plan d'action gouvernemental de la sécurité de l'information numérique*;
- la révision de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1);
- la révision de la *Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques dans l'administration gouvernementale*.

Enfin, dans les projets futurs qui interpellent le vérificateur interne, il y aurait un rôle à définir pour la contribution de la vérification interne aux bilans annuels de sécurité des ministères et organismes.

Objectifs opérationnels 2003-2004

A	Élaborer un guide sur la gestion des risques pour le personnel œuvrant en vérification interne. Soutien à la gestion des risques.
	<p>La gestion basée sur les risques prend de l'ampleur dans le contexte actuel. Le CRVI appuie cette pratique qui permet une meilleure atteinte des résultats. Aussi un groupe de travail a été mis sur pied afin de développer des outils qui supporteront le travail des unités de vérification interne dans ce champ d'expertise.</p> <p>Par ailleurs, une présentation a été organisée sur la cartographie des risques. Cet outil est destiné aux organisations qui veulent connaître précisément où se situent les grands risques reliés à leurs opérations stratégiques. M^{me} Sylvie Barcelo, alors vice-présidente à la Régie des rentes du Québec (RRQ), a présenté l'outil de gestion dont s'est doté l'organisme.</p> <p>Deux tables rondes portant sur la gestion des risques, coordonnées par MM. Paul-Henri Matte, Serge Bédard et Denis Shaink, de la Direction de l'audit interne à la RRQ, se sont tenues à Québec et à Montréal. Plusieurs responsables de la vérification interne ont pu, par la suite, participer à des séances de travail à la RRQ, ce qui fut fort apprécié des participants.</p> <p>Les membres ont pu aussi participer à une conférence intitulée «La politique de gestion intégrée des risques et les politiques d'investissement» prononcée par M. Richard Guay, premier vice-président Gestion du risque et gestion des comptes des déposants à la Caisse de dépôt et placement du Québec.</p>
B	Appuyer les membres dans le rôle qu'ils ont à jouer dans les comités de protection des renseignements personnels au sein de leur ministère et leur organisme respectif. Procéder à un sondage initial pour connaître les besoins.
	<p>Suite aux besoins exprimés par les membres lors d'un «focus group», des présentations ont été organisées afin de faire le point sur l'importante question de la protection des renseignements personnels (PRP). Des représentants du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) ont entretenu les responsables de la vérification interne des travaux en élaboration dans le domaine pour que la PRP soit sans faille.</p>
C	Élaborer des mesures visant à aider les responsables de la vérification interne à exercer les responsabilités qui leur sont confiées lors de la reddition de comptes des ministères et des organismes.
	<p>Les besoins des membres ont été précisés durant l'année. Compte tenu du contexte actuel, soit la révision des plans stratégiques des ministères et des organismes, il a été convenu que le « Guide de validation des rapports annuels de gestion des ministères et des organismes », développé par le CRVI, serait révisé au besoin lorsque les nouvelles orientations en planification stratégique seront connues.</p>

D	Mettre en œuvre des activités permettant de soutenir les responsables de la vérification interne en matière de réingénierie des processus.
	<p>La réingénierie de l'État est un sujet de grande actualité. Des représentants du SCT sont venus présenter aux membres les objectifs recherchés par la réingénierie et le contexte qui les soutient. Les membres ont exprimé leur intérêt à appuyer leur organisation respective dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets visant à améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.</p> <p>De plus, le CRVI a publié un article dans son bulletin «Partenaires» qui explique que la vérification interne est un atout important pour l'État en transformation.</p>
E	Mettre en œuvre des activités permettant de soutenir les responsables de la vérification interne en matière de sécurité informatique.
	<p>La vérification informatique est un secteur en progression avec l'augmentation constante des services gouvernementaux par voie électronique. Les responsables de la vérification interne et leur équipe se sentent concernés par ce changement dans les façons de faire. Ils ont pu entendre, au cours de la période, des représentants du SCT et du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP), faire le point sur les pratiques actuelles en la matière et sur les travaux en cours afin d'assurer la sécurité des systèmes mis en place. Ils ont maintenant accès aux outils développés par des groupes de travail auxquels participaient des représentants du CRVI.</p>
Objectif 2003-2006	Favoriser l'établissement de politiques dans l'Administration gouvernementale encadrant les rôles et les responsabilités des unités de vérification interne.

Objectif opérationnel 2003-2004

Entreprendre des démarches auprès des autorités compétentes, SCT, sous-ministres, dirigeants d'organismes afin de favoriser l'établissement de politiques dans l'administration gouvernementale encadrant les rôles et les responsabilités des unités de vérification interne.

Des rencontres de travail au CRVI ont fait ressortir que la fonction *vérification interne* nécessiterait un appui gouvernemental additionnel de la part des organismes centraux afin qu'elle puisse jouer son rôle avec plus de constance et d'efficacité auprès des sous-ministres et des dirigeants d'organisme. Cet appui se définit autant au niveau d'un solide cadre de gestion qu'à celui du niveau de ressources minimales permettant l'exécution adéquate des mandats.

Cette position a été portée à l'attention du Secrétaire du Conseil du trésor. L'indépendance de la fonction a fait l'objet d'une attention particulière puisqu'elle donne une plus grande crédibilité aux rapports de vérification interne produits par les organisations.

ENJEU 2 CRÉDIBILITÉ ACCORDÉE À LA VÉRIFICATION INTERNE

Objectif 2003-2006 Favoriser l'intégration et le maintien des nouveaux employés en vérification interne.

Objectif opérationnel 2003-2004

Mettre en œuvre des activités d'intégration pour les nouveaux employés

Un programme d'accueil a été élaboré par le CRVI pour les nouveaux responsables. Celui-ci consiste en une liste d'actions à exécuter par le CRVI auprès du nouveau responsable à l'occasion d'une rencontre. L'objectif est de

faire connaître le CRVI aux nouveaux membres et de leur fournir l'information nécessaire afin de faciliter leur intégration à leur emploi.

Objectif 2003-2006 Favoriser la dotation dans les unités de vérification interne

Objectif opérationnel 2003-2004

Réaliser des activités de promotion de la profession de vérificateur interne afin de faciliter l'embauche de personnel au sein des unités de vérification interne et supporter les activités globales.

- De concert avec l'Institut des vérificateurs interne - section de Québec, un programme de bourse d'excellence a été institué pour les étudiants de premier et deuxième cycles à l'Université Laval. Cette bourse de 2 000 \$ a été attribuée à madame Hélène Pépin le 7 avril 2004.
- Une activité de reconnaissance a été organisée le 4 décembre 2003 afin d'honorer cinq personnes qui, au cours des douze derniers mois, ont obtenu un titre professionnel en lien avec leur champ de compétence. Par la suite, le CRVI a fait paraître un article, à cet égard, dans le Journal de l'Association des employées et employés du gouvernement du Québec.

Le président du CRVI, M. Marc Laurin, a remis fièrement un certificat à ces professionnels. À la droite des photos, la directrice de la vérification interne ou le directeur de la vérification interne du ministère de qui relève les personnes honorées.

M^{me} Annie Tremblay de la Direction de la vérification et des enquêtes de la Société de l'assurance automobile du Québec était absente au moment de la cérémonie.



De gauche à droite: Éric Lavoie, administrateur, Institut des vérificateurs internes - section de Québec (IVIQ), Hélène Pépin, lauréate et Marc Laurin, président, Comité des responsables de la vérification interne (CRVI).



Mélanie Roussy, Marc Laurin et Guylaine Berthiaume, directrice de la vérification interne au ministère de l'Éducation (à cette date).



Marc Laurin, Patrick D'Amours et Claude Gauthier, directeur de la vérification interne et des enquêtes au ministère du Revenu.



Pauline St-Pierre, Marc Laurin et Denis Jacques, directeur au ministère de l'Éemploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.



Yvan Darveau, Marc Laurin et Denis Jacques, directeur.

Objectif 2003-2006 Faire reconnaître le besoin de ressources optimales auprès de la haute direction des M/O et des organismes centraux (pour l'ensemble des ressources).

Objectif opérationnel 2003-2004

Intervenir auprès de la haute direction des M/O et des organismes centraux afin de faire reconnaître le besoin de ressources optimales des unités de vérification interne.

En novembre 2003, une lettre du président du CRVI a été transmise à monsieur Luc Meunier, secrétaire du Conseil du trésor, dans laquelle on mentionnait « pour jouer pleinement notre rôle, il nous apparaît essentiel que le responsable de la vérification interne [...] dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour mener à bien ses mandats ».

Objectif 2003-2006 Appuyer les unités de vérification interne pour que leurs travaux soient exécutés selon des normes professionnelles et des bonnes pratiques.

Objectifs opérationnels 2003-2004

A Réaliser des activités de sensibilisation auprès des unités de vérification interne sur l'importance d'avoir des normes professionnelles et de bonnes pratiques au sein de leur unité.

- Lors de l'assemblée plénière du mois de décembre 2003, les membres ont été sensibilisés à l'importance d'avoir des normes professionnelles et des bonnes pratiques de travail.
- En janvier 2004, un colloque, organisé conjointement avec l'Institut des vérificateurs internes – section de Québec, a été réalisé. Ce colloque portait sur le « sens politique » dont les individus doivent faire preuve dans leurs relations avec autrui.

B Élaborer un guide d'autoévaluation de la performance des unités de vérification interne.

Un groupe de travail a été constitué afin d'élaborer un guide d'autoévaluation de la performance des unités de vérification interne. Ce dossier, qui s'inscrit dans une démarche d'assurance et d'amélioration de la qualité, suit son cours. Un projet de plan d'action a été rédigé avec un échéancier.

Objectif 2003-2006 Favoriser la mise en place de mesures permettant la reddition de comptes des unités de vérification interne.

Objectif opérationnel 2003-2004

Mettre en œuvre des mesures visant à faciliter la reddition de comptes des unités de vérification interne (indicateurs, comparatifs, etc.).

Le groupe de travail sur la révision du guide sur les indicateurs de performance a fusionné avec le comité de travail sur les normes pour la pratique professionnelle de la vérification interne. Ce dernier a pris la relève du dossier sur les indicateurs de performance. Ce groupe est composé de :

M. Pierre Gagné, coordonnateur

Chef de service à la Direction de la vérification interne au ministère du Revenu

M^{me} Guylaine Berthiaume

Directrice de la vérification interne au ministère de l'Environnement

M. Normand Ouellet

Directeur de la vérification interne à la Régie de l'assurance maladie du Québec

M. Michel Lambert

Responsable de la vérification interne à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

M. Michel Moreau

Vérificateur interne à la Régie de l'assurance maladie du Québec

M. Marc Bégin

Directeur adjoint au Comité des responsables de la vérification interne

M^{me} Mishèle Bérubé

Directrice du Comité des responsables de la vérification interne

ENJEU 3**VISIBILITÉ DE LA VÉRIFICATION INTERNE ET DE SA VALEUR AJOUTÉE****Objectif 2003-2006**

Démontrer auprès des organismes centraux que la vérification interne contribue, par ses travaux, à la bonne gouverne de l'État.

Objectif opérationnel 2003-2004

Exécuter des activités de promotion auprès des organismes centraux démontrant que la vérification interne contribue, par ses travaux, à la bonne gouverne de l'État.

Le 17 octobre 2003, le président du CRVI rencontrait le nouveau secrétaire du Conseil du trésor, monsieur Luc Meunier.

Un autre geste promotionnel a été de transmettre le plan stratégique triennal 2003-2006 du CRVI aux organismes centraux.

Objectif 2003-2006

Démontrer aux décideurs et aux gestionnaires que la vérification interne contribue à l'atteinte des résultats attendus et à l'utilisation optimale des ressources allouées.

Objectif opérationnel 2003-2004

Exécuter des activités auprès des autorités des ministères et des organismes démontrant que la vérification interne contribue, par ses travaux, à l'atteinte des résultats attendus et à l'utilisation optimale des ressources allouées.

Une lettre du président du CRVI et des documents de promotion ont été transmis aux autorités des ministères et des organismes. Cette lettre informait les sous-ministres et les dirigeants d'organisme des orientations que le CRVI s'est données pour les trois prochaines années et les assurait que le CRVI ferait tous les efforts nécessaires pour que la fonction *vérification interne* soit en mesure de répondre à leurs

besoins dans les dossiers liés à la gouvernance. Le plan stratégique triennal 2003-2006 était joint à ces documents afin de bien faire connaître les objectifs que l'on s'est fixés pour que la vérification interne contribue à l'atteinte des résultats attendus et à l'utilisation optimale des ressources allouées au sein des ministères et des organismes.

Objectifs opérationnels 2003-2004

A	Préparer la troisième édition des Grands Prix du CRVI.	
	<p>Un comité a été créé afin d'organiser la troisième édition des Grands Prix du CRVI et un colloque ayant pour thème « La gestion et l'audit, deux fonctions liées à la performance ». Tout au long de l'année, le comité s'est réuni dans le but que ce grand événement soit prêt pour le 15 avril.</p> <p>Afin de faire connaître cette activité et, par ricochet le CRVI et la profession de vérificateur interne, plusieurs actions furent réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lancement officiel de la troisième édition à l'issue d'une assemblée plénière; • publication d'un article dans le Journal des employées et employés du gouvernement du Québec; • affiches promotionnelles placardées sur les murs de diverses organisations, 	<ul style="list-style-type: none"> • section du site Internet du CRVI développée; • nouvelle placée sur le Portail gouvernemental de même que sur l'intranet des ministères; • lettres personnalisées expédiées (ENAP, Université Laval, etc.). <p>Des conférenciers de haut niveau ont été sélectionnés. En se basant sur le nombre de projets reçus des membres du CRVI pour les Grands Prix, les évaluations écrites, les commentaires reçus, le nombre de participants et les résultats financiers prévus, les Grands Prix du CRVI et le colloque ont été un succès à tous les points de vue.</p>
B	Faire connaître les façons de faire québécoises en matière de vérification interne sur le plan international.	
	Un article a été publié dans la revue française <i>Audit</i> traitant de « La gestion des risques dans le secteur public québécois ». Cet article visait à faire connaître quelle démarche utilisent certains ministères et organismes québécois en matière de gestion des risques.	<i>Le Manuel de la pratique professionnelle de la vérification interne dans l'administration publique québécoise</i> a été transmis, à sa demande, à une représentante du Service d'audit interne de la Communauté française en Belgique.
C	Démontrer la valeur ajoutée de la vérification interne en mettant en évidence la compétence et le savoir-faire de ses membres.	
	L'organisation du concours Les Grands Prix du CRVI a comme principal objectif de mettre en évidence la compétence et le savoir-faire de ses membres. Les projets soumis en font foi.	Des unités de vérification interne ont accepté de faire part de leur expérience lors de rencontres thématiques, de tables rondes ou de présentations au cours des assemblées plénières.

AUTRES ACTIVITÉS DESTINÉES À SOUTENIR L'ENSEMBLE DE LA PLANIFICATION ANNUELLE du CRVI

A Tenue de trois assemblées plénières et d'une assemblée générale annuelle

10 JUIN 2003

Assemblée générale annuelle

THÉMATIQUE

Gouverne et audit des ressources informationnelles (RI)

Quatre spécialistes dans le domaine ont présenté des aspects dont il faut tenir compte dans la gouverne et l'audit des RI :



Gouverne et capacité organisationnelle
M. Yvan Lauzon du Secrétariat
du Conseil du trésor



Guides, directives, COSS, MÉHARI
M^{me} Louise Thiboutot du Secrétariat
du Conseil du trésor

- Le Plan stratégique triennal 2003-2006 fut présenté et commenté.
- Un cocktail où le lancement des Grands Prix, édition 2004 a eu lieu.
- L'anniversaire (50^e assemblée plénière) fut souligné.
- Des hommages furent rendus à M. Jacques Dumas et M^{me} Mishèle Bérubé, directrice du CRVI.



Partenariat entre le responsable de la sécurité de l'information numérique et la Direction de la vérification interne au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP)
M. Marc Laurin, absent sur la photo et
M. Claude Taillon du MRNFP



Services, formation et partage
M. Michel Lambert de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et président de l'APVCSI

23 OCTOBRE 2003 – Assemblée plénière

THÉMATIQUE

Modèle de pratiques de protection des renseignements personnels - un outil à votre disposition



Présenté par M. Marc Lafrance, directeur et M^{me} Denyse Roussel, conseillère.
Direction du soutien en accès à l'information et en protection des renseignements personnels au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du Québec.



Le *Plan stratégique triennal du Vérificateur général du Québec* expliqué par M^{me} Doris Paradis, vérificatrice générale par intérim.
M^{me} Paradis était secondée par M^{me} Lucie Roy, directrice de la planification stratégique.

4 DÉCEMBRE 2003 – Assemblée plénière

THÉMATIQUES

La réingénierie de l'État. Certification ISO à la Direction générale de l'administration du SCT



Présentée par M^{me} Brigitte Guay, directrice, Direction de la réingénierie au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT).



Présentation faite par M. Lucien Tremblay, directeur général de l'administration au Secrétariat du Conseil du trésor.

À l'issue de cette assemblée, le CRVI a fait connaître le nom des responsables de la vérification interne ou les membres de leur personnel qui ont acquis un titre professionnel au cours de l'année 2003.

4 MARS 2004 – Assemblée plénière - Montréal

THÉMATIQUES

La politique de gestion intégrée des risques et les politiques d'investissement



Présentée par M. Richard Guay, Premier vice-président Gestion du risque et gestion des comptes des déposants à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La méthodologie MÉHARI pour l'évaluation de la sécurité informatique chez Loto-Québec et ses filiales



L'équipe Mehari. Présentation faite par M. Jacques Dubois, directeur corporatif vérification interne chez Loto-Québec.

2 AVRIL 2003

Dîner-conférence

La gouvernance dans les organisations

Une application concrète - Mouvement Desjardins



Elle a, entre autres sujets, porté à la connaissance des participants la mission et la vision stratégique de son organisation. Elle les a entretenus de la finalité de la gouvernance et des règles afférentes aux rôles et aux responsabilités des instances décisionnelles du Mouvement Desjardins.

CONFÉRENCIÈRE

M^{me} Pauline D'Amboise, secrétaire générale du Mouvement Desjardins.

2 MAI 2003

Colloque

Compétences, normes et meilleures pratiques en vérification interne – Experts



M. Jean Bédard, professeur à l'Université Laval.



M. Éric Lavoie, associé chez Lemieux Nolet, comptables agréés.



PANÉLISTES :

M. Jacques Dubois, directeur de la vérification interne à Loto-Québec. M. Claude Gauthier, directeur de la vérification interne et des enquêtes au ministère du Revenu.

La pression mondiale exercée sur la vérification interne, le rôle de la vérification interne et la survie de la vérification interne furent des sujets traités par les experts.

Les panélistes témoignaient de leur expérience. Les participants, quant à eux, étaient invités à s'autoévaluer par le biais de votation électronique.

30 JANVIER 2004

Colloque

Le sens politique, une habileté essentielle

Le sujet visait à communiquer les bonnes pratiques dans les relations avec la haute direction et les gestionnaires de notre organisation. Que ce soit dans notre rôle d'assurance ou celui de conseil, nos façons de faire ont un impact considérable sur notre capacité de concevoir, d'aider, d'obtenir des résultats tangibles et d'être appréciés pour nos efforts.

CONFÉRENCIÈRE

M^{me} Michèle Poirier, conseillère en ressources humaines agréée (CRHA) et présidente de la firme Michèle Poirier et Associés inc.



10 MARS 2004

Déjeuner - conférence en collaboration avec la Sûreté du Québec

Les nouvelles tendances en matière de criminalité, enjeux et défis

Au cours des dernières années, le contexte de la mondialisation et de l'évolution technologique ont emmené la création de nouvelles infractions criminelles nécessitant que les sociétés, les entreprises et les entités gouvernementales améliorent leurs processus, leurs procédures et leurs contrôles afin de se protéger adéquatement. Ces réalités constituent donc de nouveaux défis et enjeux pour les fonctions de vérification et d'enquête au sein de nos organisations.

CONFÉRENCIER :

Sergent Benoît Bussièrès, responsable du module Est de la division du soutien technologique en enquêtes criminelles à la Sûreté du Québec.



C	Adhésion corporative à l'Institut des vérificateurs internes (Institute of Internal Auditors [IIA])	
	<p>Pour l'exercice 2003-2004, 199 personnes travaillant en vérification interne ont tiré avantage de l'adhésion corporative à l'Institut des vérificateurs internes, comparativement à l'année financière 2002-2003 où le total des adhésions était de 191.</p>	<p>L'adhésion corporative origine d'une entente conclue en 1992 entre le CRVI et l'Institut des vérificateurs internes (Institute of Internal Auditors [IIA]) afin de permettre des économies substantielles aux vérificateurs internes de l'Administration gouvernementale.</p>
D	Maintenance à jour du site Internet	
	<p>Par le biais du site www.crvi.gouv.qc.ca, les membres peuvent accéder à plusieurs présentations, outils de travail, modèles, et les guides développés par le SCT. La grande majorité de l'information véhiculée par le CRVI est accessible sur le site à la section qui est réservée aux membres.</p>	
E	Publication du bulletin Partenaires et du rapport annuel de gestion	
	<p>Au cours de l'exercice, trois bulletins furent publiés : juillet, octobre et décembre 2003.</p> <p>D'autres articles ont également été publiés dans La Revue française AUDIT.</p>	<p>Le rapport annuel de gestion a été expédié à tous les responsables de la vérification interne et aux sous-ministres et dirigeants d'organismes, en juillet 2003.</p>
F	Partenariat avec les organisations de coordination interministérielle (OCI)	
	<p>Une session d'information sur la reddition de comptes s'est tenue, en avril 2003, à l'ENAP. Cette activité était organisée par l'ensemble des organisations de coordination interministérielle.</p>	<p>À cette occasion, des représentants du Sous-secrétariat à la modernisation de la gestion publique et du Secrétariat de la Commission de l'administration publique de l'Assemblée nationale sont venus partager leur savoir sur ces sujets de grande importance.</p>
G	Centre documentaire du CRVI	
	<p>Le Service des ressources documentaires du ministère de la Santé et des Services sociaux a pris en charge le centre documentaire du CRVI. Les documents ont été catalogués, selon les normes en vigueur au Réseau Informatisé des Bibliothèques Gouvernementales, dans le catalogue CUBIQ [http://www.cubiq.ribg.gouv.qc.ca/].</p>	

■ **ÉTATS FINANCIERS**

31 mars 2004

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du
Comité des responsables de la vérification interne,

Nous avons vérifié le bilan du **Comité des responsables de la vérification interne** au 31 mars 2004 et les états des revenus et dépenses et de l'évolution des actifs nets de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du comité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du comité au 31 mars 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les états financiers de l'exercice précédent ont été vérifiés par d'autres comptables agréés.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.

Québec, Canada
le 25 mai 2004

Comptables agréés

BILAN

Au 31 mars

	2004	2003
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	15 340	19 929
Placements temporaires [note 3]	40 000	—
Débiteurs [note 4]	2 670	48 420
Frais payés d'avance	8 862	—
Total de l'actif à court terme	66 872	68 349
Immobilisations corporelles [note 5]	7 039	9 811
	73 911	78 160
PASSIF ET ACTIFS NETS		
Passif à court terme		
Créditeurs	6 661	116
Apports reportés	3 935	—
Total du passif à court terme	10 596	116
Actifs nets		
Investis en immobilisations	7 039	9 811
Non affectés	56 276	68 233
	63 315	78 044
	73 911	78 160

Au nom du Conseil

Administrateur

Administrateur

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

Exercice terminé le 31 mars

	Investis en	Non	2004	2003
	immobilisations	affectés	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	9 811	68 233	78 044	42 088
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus)	(2 772)	(11 957)	(14 729)	35 956
Solde à la fin de l'exercice	7 039	56 276	63 315	78 044

Voir les notes afférentes aux états financiers

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES

Exercice terminé le 31 mars

	2004	2003
	\$	\$
Fonctionnement		
Revenus		
Contribution du gouvernement du Québec [note 6]	216 225	229 119
Dépenses		
Salaires	167 619	187 219
Loyer	15 160	15 160
Communications	9 785	5 788
Publications	9 484	5 143
Fournitures et frais de bureau	4 950	5 691
Honoraires contractuels	4 677	—
Déplacements	3 673	4 150
Réunions et réceptions	877	385
Amortissement des immobilisations corporelles	2 772	2 722
	218 997	226 258
	(2 772)	2 861
Services aux membres et autres frais d'administration		
Revenus nets (dépenses nettes) [note 8]		
Colloques CRVI/VIQ	1 784	(520)
Cotisation corporative IIA	916	345
Conférence internationale 2002	(195)	45 786
Sessions de perfectionnement	593	(87)
Rencontres thématiques	(182)	(565)
Réunions et réceptions	(3 442)	(4 547)
Assemblées	(3 284)	(1 457)
Promotion de la vérification interne	(7 636)	(5 796)
Divers	(511)	(64)
	(11 957)	33 095
Excédent des revenus sur les dépenses		
(des dépenses sur les revenus)	(14 729)	35 956

Voir les notes afférentes aux états financiers

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2004

1) STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le 4 avril 1989, le Secrétariat du Conseil du trésor a instauré un Comité des responsables de la vérification interne (C.T. 170412). Ce Comité a le mandat de favoriser une gestion efficiente et efficace dans les ministères et organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne. Il a également le mandat de soumettre aux organismes centraux du gouvernement, à leur demande ou de sa propre initiative, des avis sur des sujets relevant de son champ de compétence.

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

Lors de la préparation de ces états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. De l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon les méthodes et taux suivants :

	Méthode	Taux
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Équipement	Dégressif	20 %

Constataion des produits

Le comité utilise la méthode du report aux fins de la comptabilisation des apports. Cette méthode implique que les apports affectés sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les apports de fournitures et de services sont comptabilisés aux livres lorsqu'il s'agit de fournitures et de services que l'organisme se procure normalement contre paiement et dont la juste valeur marchande peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2004

3) PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2004	2003
	\$	\$
Dépôt à terme, 1,35 %, échéant le 23 décembre 2004 [rachetable avant échéance]	10 000	—
Dépôt à terme, 1,50 %, échéant le 9 septembre 2004 [rachetable avant échéance]	30 000	—
	40 000	—

4) DÉBITEURS

	2004	2003
	\$	\$
Conférence internationale 2002	—	47 523
Autres	2 670	897
	2 670	48 420

La conférence internationale 2002 est une activité non récurrente qui s'est déroulée au cours de l'exercice 2002-2003. La somme de 47 523 \$ correspondait à la quote-part du CRVI, soit 50 % des surplus générés par l'activité.

5) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2004		2003	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique	18 154	12 486	18 154	10 057
Équipement	4 800	3 429	4 800	3 086
	22 954	15 915	22 954	13 143
Amortissement cumulé	15 915		13 143	
	7 039		9 811	

6) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS

Au cours de l'exercice, le Secrétariat du Conseil du trésor a assumé des dépenses totalisant 216 225 \$ [2003 – 229 119 \$] pour le Comité à même les crédits votés annuellement par l'Assemblée nationale. Les crédits autorisés initialement s'élevaient par ailleurs à 206 300 \$ en 2004 [2003 – 201 100 \$]. L'augmentation budgétaire est due à l'augmentation des rémunérations contractuelles et des coûts reliés à la préparation du plan stratégique triennal 2003–2006.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2004

7) AVANTAGES SOCIAUX

Les avantages sociaux relatifs aux traitements des employés du Comité des responsables de la vérification interne sont assumés par le Secrétariat du Conseil du trésor du gouvernement du Québec. Cette contribution n'est pas comptabilisée aux états financiers.

8) SERVICES AUX MEMBRES ET AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION

	2004			2003
	Revenus \$	Dépenses \$	Net \$	Net \$
Colloque CRVI/IVIQ	13 555	11 771	1 784	(520)
Cotisation corporative IIA	17 139	16 223	916	345
Conférence internationale 2002	—	195	(195)	45 786
Sessions de perfectionnement	7 440	6 847	593	(87)
Rencontres thématiques	—	182	(182)	(565)
Réunions et réceptions	—	3 442	(3 442)	(4 547)
Assemblées	5 545	8 829	(3 284)	(1 457)
Promotion de la vérification interne	—	7 636	(7 636)	(5 796)
Divers	—	511	(511)	(64)
	43 679	55 636	(11 957)	33 095

9) ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Un état des flux de trésorerie n'est pas présenté distinctement étant donné que l'information sur les mouvements de trésorerie liés aux activités d'exploitation, de financement et d'investissement est évidente à la lecture des autres états financiers.

10) INSTRUMENTS FINANCIERS

Pour certains des instruments financiers de l'organisme, dont l'encaisse, les placements temporaires, les débiteurs et les créditeurs, les valeurs comptables sont représentatives de la juste valeur en raison de leur brève échéance.

11) CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres des états financiers de 2003 ont été reclassés pour en rendre la présentation conforme à celle adoptée en 2004.

ORGANISATIONS MEMBRES DU CRVI

au 31 mars 2004

MINISTÈRES ET ORGANISMES	MEMBRES RÉGULIERS
Caisse de dépôt et placement du Québec	BARRIÈRE, Mireille
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	LAMBERT, Michel
Commission de la construction du Québec	SCHRYER, Josée
Commission de la santé et de la sécurité du travail	GOBEIL, Richard
Commission des normes du travail	DUMAS, Jacques
Commission des transports	Poste vacant
Curateur public	POTVIN, Guy
Épargne Placements Québec	JACQUES, Réal
Hydro-Québec	VAILLANCOURT, Serge
Investissement Québec	BÉLAND, Nancy
La Financière agricole du Québec	HAINS, Jocelyne
Loto-Québec	DUBOIS, Jacques
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et l'Alimentation	GERVAIS, André
Ministère de l'Éducation	MZOUGH, Othman
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	JACQUES, Denis
Ministère de l'Environnement ¹	BERTHIAUME, Guylaine
Ministère de la Culture et des Communications	ALLARD, Gaétan
Ministère de la Justice	ROY, Yvan
Ministère de la Santé et des Services sociaux	LAPLANTE, Viateur
Ministère de la Sécurité publique	GOUGEON, Ginette
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir	CARDINAL, Serge
Ministère des Finances	KIROUAC, Pierre-Yves
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	MIHOUBI, Younes
Ministère des Relations internationales	LAVOIE, Édouard
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs	LAURIN, Marc
Ministère des Transports	BOILY, Louise
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	OUMET, Jacques
Ministère du Revenu	GAUTHIER, Claude
Office québécois de la langue française	BOUCHARD, Pierre
Régie de l'assurance maladie du Québec	OUELLET, Normand
Régie des rentes du Québec	MATTE, Paul-Henri
Secrétariat du Conseil du trésor	CHARLAND, Marielle
Société d'habitation du Québec	MASSOUH, Sélim
Société de l'assurance automobile du Québec	BOIVIN, Benoît
Société des établissements de plein air du Québec	LABBÉ, Roger
Société des traversiers du Québec	LAROCQUE, Gaston
Société immobilière du Québec	LABBÉ, Jean
Sûreté du Québec	POULIN, Benoît

1. La Direction de la vérification interne et de l'évaluation de programme assume également la vérification de la Société de la Faune et des Parcs du Québec.

MINISTÈRES ET ORGANISMES	MEMBRES ASSOCIÉS ET INVITÉS
Autorité des marchés financiers	BOUILLÉ, Martine
Contrôleur des Finances	GIROUX, Yvan
Secrétariat du Conseil du trésor (membre invité)	ROBITAILLE, Lucie
Université Laval	OUELLET, France
Vérificateur général du Québec	CÔTÉ-TREMBLAY, Raymonde
Ville de Laval	LACHAMBRE, Martine
Ville de Lévis	LEBLANC, Jacques
Ville de Longueuil	POISSON, Pierre
Ville de Montréal	DOYON, Michel
Ville de Québec	LÉGARÉ, Lambert
Ville de Saguenay	GIRARD, Alain
Ville de Sherbrooke	GAGNON, François
Ville de Trois-Rivières	MARTIN, Jean-Yves

NOMBRE DE PERSONNES ŒUVRANT EN VÉRIFICATION INTERNE

au 31 mars 2004*

MINISTÈRES ET ORGANISMES	Resp.	Autres cadres et prof.	Tech.
Caisse de dépôt et placement du Québec	1	7	1
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1	2	0
Commission de la construction du Québec	1	5	0
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1	15	1
Commission des normes du travail	1	2	0
Commission des transports	1	0	0
Curateur public	1	2	0
Épargne Placements Québec	1	0	0
Hydro-Québec	1	36	0
Investissement Québec	1	0	0
La Financière agricole du Québec	1	4	0
Loto-Québec	1	12	0
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et l'Alimentation	1	4	0
Ministère de l'Éducation	1	4	0
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	1	16	0
Ministère de l'Environnement	1	3	0
Ministère de la Culture et des Communications	1	0	0
Ministère de la Justice	1	2	0
Ministère de la Santé et des Services sociaux	1	2	0
Ministère de la Sécurité publique	1	6	0
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir	1	1	0
Ministère des Finances	1	3	0
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	1	5	0
Ministère des Relations internationales	1	1	0
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs	1	7	2
Ministère des Transports	1	8	0
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	1	3	0
Ministère du Revenu	1	12	0
Office québécois de la langue française	1	0	0
Régie de l'assurance maladie du Québec	1	5	0
Régie des rentes du Québec	1	4	0
Secrétariat du Conseil du trésor	1	4	0
Société d'habitation du Québec	1	3	0
Société de l'assurance automobile du Québec	1	9	0
Société des établissements de plein air du Québec	1	0	0
Société des traversiers du Québec	1	0	0
Société immobilière du Québec	1	1	1
Sûreté du Québec	1	8	0

Resp. = Responsable de l'unité de vérification interne (cadre supérieur ou professionnel)

Prof. = Professionnelle ou professionnel

Tech. = Technicienne ou technicien

* Le recensement s'est effectué uniquement auprès des **membres réguliers**. Les données n'incluent pas le personnel de soutien.

La vérification des états financiers est un hommage de



Le Comité des responsables de la vérification interne

888, rue Saint-Jean, bureau 402

Québec (Québec) G1R 5H6

Téléphone : (418) 646-3169

Télécopieur : (418) 644-5281

Site Internet : www.crvj.gouv.qc.ca

Courriel : crvi@crvi.gouv.qc.ca

Dépôt légal – 2004

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1496-3337

© Gouvernement du Québec